

EUROPEAN PAYMENT INDEX 2008

TABLE DES MATIÈRES

Introduction par Michael Wolf PDG du Groupe Intrum Justitia	3
Résumé	4
Rapports par pays	10
Recommandations	38
Définitions des indicateurs économiques utilisés dans le rapport	40
Informations sur l'enquête	42
Questionnaire	43
A propos d'Intrum Justitia	45
Mentions légales	46
Contacts	47

Intrum Justitia, leader européen en matière de gestion du poste client, interroge chaque année plusieurs milliers d'entreprises dans vingt cinq pays d'Europe sur les risques d'impayés, leurs origines et leurs évolutions. Les résultats de cette enquête sont publiés dans le présent rapport, European Payment Index et dans des rapports nationaux rédigés dans les langues des différents pays.

L'enquête a été effectuée entre Janvier et Mars 2008. Et ses résultats sont comparés à ceux des enquêtes menées en Février 2004, 2005, 2006 et 2007. Cette étude est réalisée annuellement (et à la même période) afin de pouvoir analyser et comparer les tendances européennes et mettre à la disposition des entreprises une base fiable pour benchmarker leur performance et améliorer la gestion de leur poste clients.

Intrum Justitia serait heureux de vous aider si vous avez besoin d'informations complémentaires.

* Les rapports « European Payment Index » ainsi que « EP Benchmark » sont disponibles sur internet à l'adresse suivante : www.europeanpayment.com.

AVANT PROPOS : APPEL A REAGIR



La triste réalité de l'économie moderne est qu'il est de plus en plus difficile de se faire payer à temps.

Selon le rapport annuel European Payment Index (EPI) 2008, les particuliers tout comme les entreprises prennent de plus en plus de temps pour régler leurs factures et ce, dans la majeure partie des pays de l'Union européenne.

De plus, la crise financière, la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires va créer un environnement plus contraignant en terme d'accès au crédit pour les particuliers comme pour les entreprises, les banques et autres institutions financières devant s'adapter à la nouvelle réalité du marché.

Les conséquences potentielles des retards de paiement pour l'Europe sont graves. Ils constituent l'un des obstacles majeurs aux échanges commerciaux en Europe : le coût de financement des retards supporté par les entreprises est de 25 milliards € par an.

Et, la survie de très nombreuses PME est directement menacée par les retards de paiement.

Les gouvernements de l'UE doivent agir pour mettre en place une meilleure législation et des réglementations qui aideront les PME à éviter la faillite en raison des retards de paiement.

Et, cela fonctionne. D'après l'étude, les pays nordiques ont les taux d'impayés les plus faibles. Les raisons sont la disponibilité de fichiers d'adresses valides, l'existence de réglementations, le processus juridique rapide pour les petites créances et l'application de frais et d'intérêts de retards. Dans la plupart des autres pays de l'UE, ces dispositifs sont inexistantes actuellement.

Un autre bon exemple est la législation française dans le secteur des transports, où les modifications apportées ont permis d'améliorer considérablement les délais de paiement favorisant de meilleures transactions pour tous les acteurs du secteur.

Chez Intrum Justitia, nous voyons clairement les effets négatifs des retards de paiements non seulement pour les PME, mais pour le monde des affaires en général ainsi que pour les économies nationales. Nous sommes convaincus que de meilleures pratiques de crédit management permettront de créer de nouveaux potentiels de croissance.

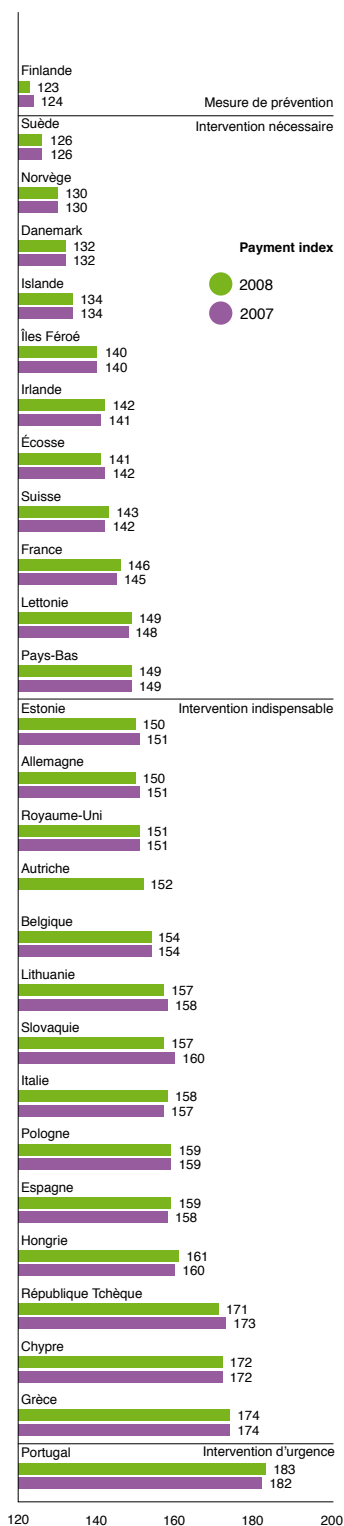
Dans le contexte économique actuel, il est absolument vital de se focaliser sur le crédit management et d'harmoniser et normaliser les règles de crédit management et, par conséquent, améliorer la libre circulation des capitaux.

Intrum Justitia en appelle d'urgence au monde des affaires et aux institutions politiques européennes pour qu'ils prennent et assument un rôle actif, et fassent avancer conjointement ce sujet stratégique.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Michael Wolf'.

Michael Wolf, président directeur général, Groupe Intrum Justitia

RÉSUMÉ



Intrum Justitia, leader européen de la gestion du poste Clients, interroge chaque année plusieurs milliers d'entreprises dans 25 pays d'Europe sur les risques d'impayés. Les informations recueillies servent à mieux comprendre et mettre en évidence des risques d'impayés au niveau national et paneuropéen, sur les particuliers, les entreprises mais aussi le secteur public.

Résumé des principaux résultats 2008

L'enquête 2008 d'Intrum Justitia 2008 sur les risques d'impayés montre que le comportement de paiement des particuliers, des entreprises et du secteur public s'est détérioré sur les 12 derniers mois, et ce malgré les améliorations observées sur l'étude 2007.

Les informations recueillies montrent que les changements de comportement fondamentaux indispensables pour lutter contre les retards de paiement n'ont pas eu lieu dans la plupart des pays.

L'incertitude économique à laquelle l'Europe devra faire face en 2008, due essentiellement au resserrement de l'accès au crédit et à la hausse des prix du pétrole et des aliments, annonce une période où il sera encore plus difficile d'être payé à temps.

Les risques d'impayés ont déjà augmenté en Suisse, en Espagne, en Italie, en Irlande et en France. Les pays nordiques se maintiennent à leurs niveaux de risque d'impayés traditionnellement bas, tandis que le Royaume-Uni reste relativement stable.

L'enquête elle-même a été réalisée aux mois de janvier et février 2008, période à laquelle l'impact du resserrement de l'accès au crédit aux États-Unis n'avait pas encore révélé toute son impact sur les économies européennes.

Le délai effectif de paiement a diminué au niveau paneuropéen par comparaison avec les années précédentes.

59,2 jours en 2006

58,6 jours en 2007

55,5 jours en 2008

L'Italie, la Grèce et Chypre sont les pays où le délai effectif moyen de paiement est le plus long, tandis qu'il est le plus court en Finlande, suivie par les autres pays nordiques.

Le retard moyen de paiement est passé de 16 jours en 2007 à 17 jours en 2008 – le niveau le plus élevé depuis 2004.

Les trois groupes de clients (particuliers, entreprises et Service Public) ont tous contribué à la tendance positive constatée sur le délai effectif de paiement, même s'il existe des écarts considérables selon les régions et les pays.

Niveau paneuropéen

	2007	2008
Particuliers	42	40
Entreprises	58,6	55,5
Service Public	68,9	65,3

Taux de pertes sur créances irrécouvrables

Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté au niveau paneuropéen, passant de 1,9% en 2007 à 2,0% en 2008. Il a progressé dans 12 pays (en dixièmes de points). Le taux le plus bas a été observé en Finlande (0,6%), le plus élevé en Lituanie et en République tchèque (3% tous les deux).

Tendance en matière de risques d'impayés

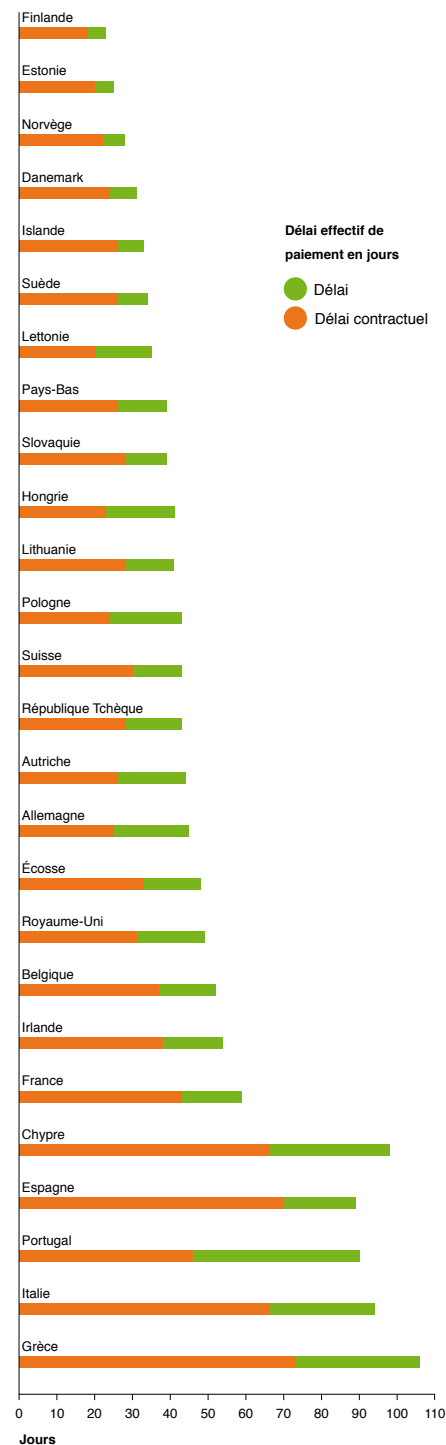
Quelque 55% des entreprises interrogées pensent que les risques d'impayés resteront au même niveau, tandis que 30% d'entre elles estiment qu'elles auront plus de mal à se faire payer. C'est en Hongrie, en Irlande, au Portugal et en Espagne que les entreprises sont les plus pessimistes.

Indice préoccupant: l'évolution des risques semble s'être stabilisée

D'un point de vue paneuropéen, selon l'enquête 2008, la tendance en matière de retard de paiement s'est largement stabilisée. Dans certains pays, les risques d'impayés ont augmenté légèrement, tandis que l'augmentation a été limitée ou nulle dans d'autres. Cela reste néanmoins une source de préoccupation réelle dans le contexte de l'incertitude économique actuelle. Le délai effectif moyen de paiement au niveau paneuropéen a baissé de 58,6 à 55,5 jours en 2008.

La relance de la croissance économique en 2006 a généré en 2007 une réduction positive du risque d'impayés, avec un Payment Index stabilisé à 150 points. Cette évolution positive n'est guère surprenante, car les fluctuations les plus marquées dans le comportement de paiement interviennent lors d'un changement de cycle économique. En 2007, les entreprises ont bénéficié de rentrées de fonds plus importantes (augmentation des commandes), ce qui leur a permis de régler les factures plus rapidement. La confiance des consommateurs a également incité les particuliers à utiliser leurs disponibilités supplémentaires pour régler plus rapidement leurs dettes.

Malheureusement, tout semble indiquer que le scénario positif auguré par les expériences de 2007 ne serait qu'une brève accalmie avant la tempête au vu des facteurs suivants:



Durcissement des conditions d'accès au crédit
Hausse des prix du pétrole et des aliments
Main-d'œuvre vieillissante
Baisse du chômage

Dans le contexte décrit ci-dessus, nous recommandons vivement aux entreprises en 2008:

- de faire des analyses de risque sur leurs portefeuilles clients ;
- de surveiller la solvabilité des clients ;
- de garder constamment un œil sur leurs clients ;
- d'avoir un contact avant la date d'échéance et de discuter des modalités de livraison, de facturation et de paiement ;
- de lancer la procédure de suivi directement après la date d'échéance ;
- de confier la procédure de recouvrement à un prestataire professionnel.

Des milliers de responsables ayant répondu à l'enquête annuelle d'Intrum Justitia restent préoccupés par les conséquences des retards de paiement :

- Les retards et les incertitudes de paiement rendent les dirigeants d'entreprises plus hésitants à faire du commerce transfrontalier.
- Les retards de paiement placent leurs entreprises dans une situation de compression du crédit qui peut mettre leur survie en danger.
- Les délais de paiement prolongés assèchent leur flux de trésorerie et alimentent l'incertitude. En conséquence, ils entravent le développement, la compétitivité et la profitabilité des PME.
- Les retards de paiement obligent les entreprises à dépenser des sommes excessives dans la chasse aux mauvais payeurs, ce qui les empêche – et notamment les PME – d'investir comme elles le devraient en recherche et développement, technologie et main-d'œuvre.

« Si les retards de paiement devenaient une tendance, cela pourrait avoir des conséquences graves sur la situation économique », écrivait le Times dans un commentaire en avril 2008. Malheureusement, les retards de paiement sont déjà devenus une tendance fâcheuse et dangereuse.

En 1997, la Commission Européenne soulignait déjà que « les retards de paiement représentent un obstacle de plus en plus sérieux à l'épanouissement du marché unique ».

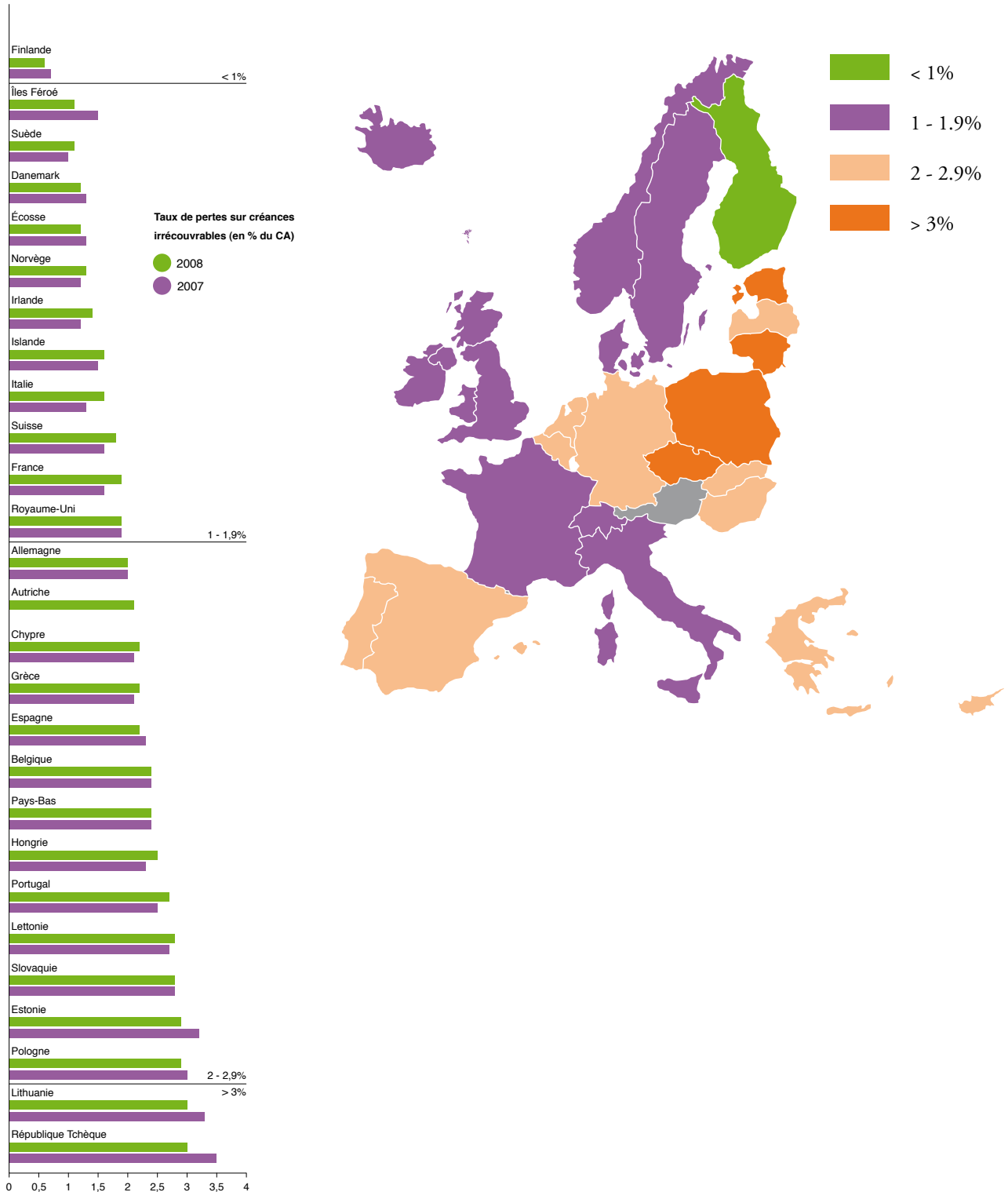
Ce n'est pas seulement le succès du marché unique qui est en jeu, puisque le problème risque de devenir un véritable tsunami à l'échelle européenne :

- Près d'un milliard de retards de paiements sont constatés en Europe chaque année et font l'objet de procédures de recouvrement de créances.
- Les entreprises et le Service Public européens perdent chaque année une somme estimée à 25 milliards d'euros en financement de crédits inutiles.

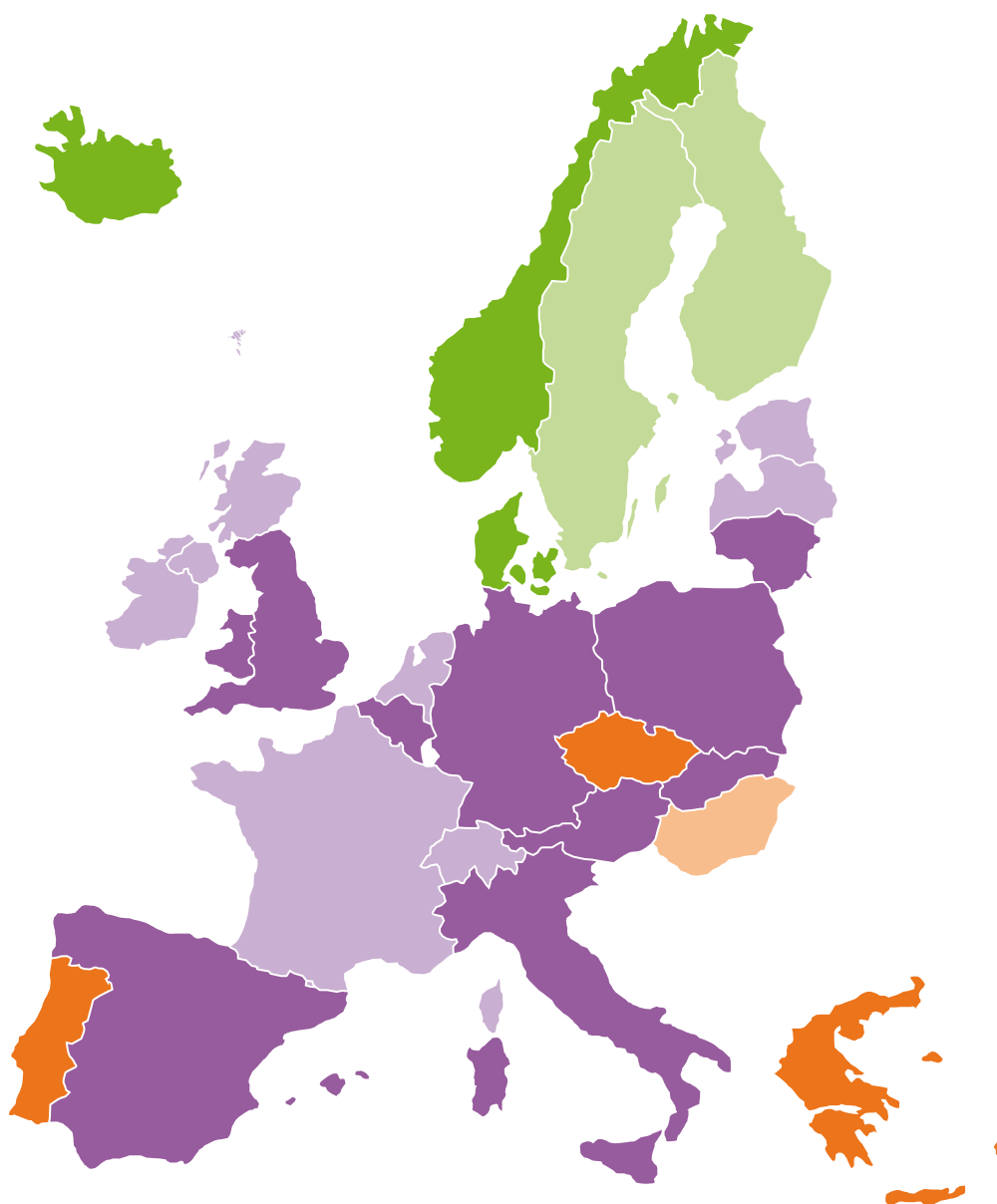
L'argent gelé en retards de paiement ne peut pas être utilisé pour alimenter la croissance économique. Ce n'est qu'en encourageant des paiements plus rapides et sûrs que les créances à recouvrer pourront être dirigées vers de nouveaux investissements et programmes de développement.

Les clients mauvais payeurs menacent la liquidité de leur fournisseur, les mettant même parfois en risque de faillite. Qui plus est, les retards et les incertitudes de paiement constituent une entrave majeure au commerce transfrontalier, un élément essentiel du développement et de la prospérité future de la nouvelle Europe.

Taux de pertes sur créances irrécouvrables



EUROPEAN PAYMENT INDEX



RAPPORTS PAR PAYS

Rapports par pays

Vous trouverez pour chaque pays un profil individuel de risques. Ce profil traduit de façon simplifiée les critères élémentaires d'évaluation globale des risques d'impayés (Payment Index).

Explication des indicateurs de risques :

Délai effectif de paiement Mesure du délai effectif de paiement en jours.

Retard	Mesure la durée du retard en jours par rapport au délai de paiement contractuel.
Répartition des créances	Mesure la répartition du montant total des créances selon l'ancienneté de la créance.
Pertes	Mesure des taux de pertes sur créances irrécouvrables.
Prévisions	Mesure les prévisions des entreprises interrogées sur l'évolution des risques d'impayés.
Conséquences	Mesure les conséquences des retards de paiement auxquelles les entreprises interrogées pensent être exposées.

Pour mieux comprendre le Payment Index, merci de vous reporter à l'explication ci-après.

Payment Index

Le Payment Index a été développé par Intrum Justitia pour comparer les risques de paiement de différentes économies, régions et secteurs.

Il est basé sur un total de huit sous-indices obtenus à partir d'un ensemble de 21 informations clés. Il intègre aussi bien des données financières de l'entreprise que des prévisions des entreprises interrogées : délai contractuel de paiement (en jours), retard de paiement (en jours), délai effectif de paiement (en jours), répartition des créances, taux de pertes sur créances irrécouvrables (en %), prévision de l'évolution des risques, prévision des conséquences des retards de paiement, causes des retards de paiement...

Risk Index - Explication

100	Absence totale de risque : le paiement a lieu à la livraison
101 - 124	Risque faible : mesures de prévention
125 - 149	Intervention nécessaire, mesures de réduction des risques recommandées
150 - 174	Intervention indispensable, mesures de réduction des risques nécessaires
175 >	Intervention d'urgence, mesures de réduction des risques vitales

AUSTRIA / AUTRICHE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 39,000 (2008 est.)	
Croissance	3,3 (2007)	2,9
Taux de chômage	5,3 (2008 est.)	6,8
Inflation	1,6 (2007)	2,1

L'Autriche est confrontée à de nombreuses difficultés pour tenir son rang d'économie européenne prospère. Aujourd'hui, après des années de croissance constante, elle se voit rattrapée par les économies émergentes d'Europe Centrale. Côté positif, l'Autriche peut compter sur un secteur tertiaire important, un secteur industriel solide et un secteur agricole limité mais hautement développé. La position géographique de l'Autriche au cœur de l'Europe et ses liens étroits avec les autres économies européennes, en particulier l'Allemagne, ont permis au pays de tirer parti de relations commerciales solides, notamment dans les secteurs de la banque et de l'assurance.

Paiement : Comportement et risques

Le risque d'impayés présente une tendance à la hausse, appelant à des mesures appropriées. Néanmoins, le nombre de factures réglées à l'échéance – le délai moyen contractuel de paiement étant de 26 jours en Autriche – est en amélioration par rapport à 2006. Par contre, le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté par rapport à 2006.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	24,0	27,0	27,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	44,0	35,0	47,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	20,0	8,0	20,0
Retard moyen de paiement en jours (2005)	16,0		

Parmi les entreprises interrogées, 74% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 16% pensent qu'il va augmenter. La Fonction financière gagne en importance au sein de l'entreprise.

Risk Index

2004	153
2005	151
2006	
2007	
2008	152

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	51,4	29,9	18,7
2005	53,1	28,3	18,6
2006	54,9	32,5	12,6
2007			
2008	65,0	21,0	14,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,9	
2005	1,7	
2006	1,8	
2007		
2008	2,1	

Export

Risk Index		
Italie	158	
Allemagne	150	
Suisse	143	



BELGIUM / BELGIQUE

Risk Index

2004	162
2005	155
2006	161
2007	154
2008	154

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004			
2005			
2006	47,2	33,5	19,3
2007	50,6	37,2	12,2
2008	55,0	34,0	11,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,8	
2005	2,4	
2006	2,5	
2007	2,4	
2008	2,4	

Export

Risk Index	
RU	151
Allemagne	150
Pays-Bas	149
France	146

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 32.997 (2005)	
Croissance	2,4	2,9
Taux de chômage	6,9 (2006)	6,8
Inflation	3,6 (2006)	2,1

En 2007, la Belgique a connu un ralentissement de la croissance économique de son secteur privé pourtant dynamique (2,4%, au lieu de 3,2% en 2006). Même si cette croissance est supérieure aux prévisions, elle est inférieure à la moyenne UE27. Le taux de chômage a continué à baisser, passant de 7,7% à 6,9%.

La Belgique est extrêmement sensible à la conjoncture économique mondiale, avec peu de ressources naturelles et un marché intérieur limité. Le pays a besoin d'importer une grande partie de ses matières premières et d'exporter une part importante des produits de son industrie. Les trois quarts de ses échanges commerciaux ne dépassent pas les frontières de l'Union Européenne.

La Belgique n'en a pas moins connu une croissance économique soutenue au cours des dernières années, et son économie est florissante. Elle capitalise essentiellement sur sa situation géographique centrale, son infrastructure de transport bien développé et un socle industriel et commercial diversifié. A partir de mi-2006, la croissance avait atteint le niveau de 3% par an, en partie en raison de la demande cyclique des pays voisins pour les exportations belges.

Paiement : Comportement et risques

Le risque d'impayés reste à un niveau préoccupant et n'a guère évolué depuis 2007. On note néanmoins une augmentation du nombre de factures réglées à l'échéance – le délai moyen contractuel de paiement étant de 30 jours en Belgique. 55% des factures sont désormais réglées à l'échéance – ce qui laisse malgré tout un pourcentage important de paiements en retard.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	27,0	37,0	49,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	33,0	50,0	75,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	6,0	13,0	26,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	15,3		

Parmi les entreprises interrogées, 49% estiment que le risque d'impayés restent le même, tandis que 31% pensent qu'il va augmenter. La Fonction financière gagne en importance au sein de l'entreprise.

CYPRUS / CHYPRE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 27.100 (2007)	
Croissance	4,4 (2007)	2,9
Taux de chômage	3,8 (2007)	6,8
Inflation	2,2 (2007)	2,1

Régime d'austérité et forte croissance caractérisent le contexte économique actuel du pays. Avec sa forte dépendance au tourisme associée à une instabilité politique, Chypre a connu une croissance erratique au cours des dernières années. Entre 2000 et 2006, le pays a connu une croissance largement supérieure à la moyenne de l'UE à 3,6% – conséquence d'une politique agressive de réduction des dépenses.

L'économie de marché de Chypre est dominée par le secteur tertiaire, qui inclut également les services financiers et l'immobilier – représentant ensemble 78% du PIB. Le pays a enregistré un déficit des finances publiques alarmant de 6,3% en 2003, et un excédent de 1,5% en 2007. Il a rejoint le nouveau mécanisme de taux de change en 2005, et a adopté l'euro comme monnaie nationale le 1er janvier 2008.

La pénurie d'eau est un problème endémique, même si plusieurs usines de dessalement sont désormais en activité.

Paiement : Comportement et risques

Le risque d'impayés est très élevé mais stable à Chypre. La situation s'est légèrement améliorée toutefois, avec 25% des factures réglées à moins de 30 jours. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables est passé de 2,1% à 2,2%. Le délai effectif moyen de paiement est de 80 jours.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	47,8	67,2	55,4
Délai effectif moyen de paiement en jours	72,8	95,8	72,4
Retard moyen de paiement en jours (2008)	25,0	28,6	17,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	32,4		

Risk Index

2004	
2005	167
2006	
2007	172
2008	172

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	24,4	41,4	34,2
2005	26,7	42,6	30,7
2006			
2007	20,7	42,6	36,7
2008	25,3	38,2	36,5

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,5	
2005	2,1	
2006		
2007	2,1	
2008	2,2	

Export

Risk Index		
Espagne	159	
RU	151	
Allemagne	150	
France	146	



CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Risk Index

2004	176
2005	174
2006	
2007	173
2008	171

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	52.3	30.1	17.6
2005	51.4	35.1	13.5
2006			
2007	47.3	31.8	20.9
2008	60.0	24.0	16.0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,4	
2005	3,3	
2006		
2007	3,5	
2008	3,0	

Export

Risk Index

Pologne	158	
Italie	158	
Slovaquie	157	
Autriche	151	
RU	151	
Allemagne	150	
France	146	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 21.600 (est. 2007)	
Croissance	6,5	2,9
Taux de chômage	6,2 (est. 2007)	6,8
Inflation	2,8 (est. 2007)	2,1

Après trois années de forte croissance à un taux annuel de 6%, la République tchèque est face à un ralentissement prévu de son économie en 2008. La croissance devrait néanmoins rester relativement élevée grâce à une forte demande intérieure - l'inflation et les taux d'intérêts bas continuant également à stimuler l'économie.

Le principal problème auquel la République tchèque est confrontée est un taux de chômage peu élevé, une pénurie de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs qui tirent trop sur la capacité de production du pays.

Les performances économiques du pays peuvent désormais rivaliser avec celles des autres pays « en voie de rattrapage » de la région. Avec une croissance de 6,5% en 2007, nous nous attendons à une demande intérieure toujours forte en 2008, qui devrait permettre de maintenir la croissance aux alentours de 4,5% en 2008.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont diminué en République tchèque par rapport à 2007. 60% des factures sont désormais réglées selon les modalités convenues. En République tchèque, le délai contractuel moyen de paiement est de 22 jours pour les particuliers et de 36 jours pour les entreprises. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables, s'il reste toujours beaucoup trop élevé, est passé de 3,5% à 3,0%, et le délai effectif de paiement a également baissé.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	22,0	36,0	28,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	36,0	49,0	33,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	14,0	13,0	5,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	25,0		

Parmi les entreprises interrogées, 64% estiment que le risque d'impayés reste le même, tandis que 25% pensent qu'il va diminuer.

DENMARK / DANEMARK



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 37.400 (2007)	
Croissance	1,7 (2007)	2,9
Taux de chômage	3,5 (2007)	6,8
Inflation	1,5 (2007)	2,1

L'économie de marché moderne du Danemark a connu une période d'essor au cours de ces dernières années, résultat d'une forte croissance de la consommation des ménages, des exportations et des investissements.

L'économie danoise se caractérise par son agriculture à haute technologie, son industrie extrêmement moderne, à petite ou grande échelle, sa politique d'aide sociale étendue, son niveau de vie confortable, la stabilité de sa monnaie et sa forte dépendance au commerce extérieur – le Danemark est un exportateur net de produits alimentaires et d'énergie, et sa balance commerciale est largement excédentaire.

Le gouvernement danois reste ambivalent concernant ses relations avec l'euro. La couronne danoise reste la monnaie du pays, mais elle est indexée sur l'euro. En outre, le gouvernement a approuvé les critères de convergence économique pour la participation à la troisième phase (une monnaie européenne commune) de l'Union économique et monétaire européenne (UEM) – si jamais le peuple danois devait changer d'avis.

Le niveau de vie des Danois est parmi le plus élevé au monde, en raison à la fois d'un PIB par habitant élevé, d'avantages sociaux importants, d'un faible indice de concentration et d'une grande stabilité politique. L'un des problèmes majeurs à long terme auquel le pays va être confronté est la chute rapide du ratio travailleurs / retraités.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont cessé d'augmenter. Les transactions ont été réglées plus vite et le taux de pertes sur créances irrécouvrables est passé de 1,3% à 1,2%.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	19,3	29,4	27,5
Délai effectif moyen de paiement en jours	25,8	35,5	35,8
Retard moyen de paiement en jours (2008)	6,5	6,1	8,3
Retard moyen de paiement en jours (2007)	7,2		

Parmi les entreprises interrogées, 56% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 29% pensent qu'il va augmenter.

Risk Index

2004	126
2005	130
2006	131
2007	132
2008	132

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	68,3	25,3	6,4
2005	67,3	24,7	8,0
2006	69,3	24,0	6,7
2007	69,8	25,2	5,0
2008	68,6	24,9	6,5

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	0,8	
2005	1,0	
2006	1,2	
2007	1,3	
2008	1,2	

Export

	Risk Index	
RU	151	
Allemagne	150	
Pays-Bas	149	
France	146	
Norvège	130	
Suède	127	



ESTONIA / ESTONIE

Risk Index

2004	157
2005	152
2006	153
2007	151
2008	150

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	59,8	33,9	6,3
2005	66,2	29,7	4,1
2006	67,2	28,3	4,5
2007	61,3	32,9	5,8
2008	68,5	20,7	10,8

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,8	
2005	3,5	
2006	3,6	
2007	3,2	
2008	2,9	

Export

Risk Index

Lituanie	157	
Allemagne	150	
Lettonie	149	
Suède	127	
Finlande	123	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 21.800 (2007)	
Croissance	7,3 (2007)	2,9
Taux de chômage	5,2 (2007)	6,8
Inflation	6,3 (2007)	2,1

L'Estonie est victime de son propre succès. Avec une croissance (7,3%) nettement supérieure à la moyenne UE27 (2,9%), un taux de chômage peu élevé et une demande largement supérieure à l'offre, le pays a inévitablement connu une envolée des prix et une forte inflation des salaires – 14,2% au premier trimestre 2007.

Ce pays balte connaît l'un des niveaux de revenus par habitant le plus élevé d'Europe centrale. A la suite de son détachement du bloc soviétique, l'Estonie a fait des progrès impressionnants sur la voie du libéralisme économique. Des relations commerciales étroites avec ses voisins de la Baltique, un secteur de l'électronique et des télécommunications florissant associés au démantèlement de toutes les barrières commerciales ont généré des niveaux soutenus de croissance de 4 à 5% par an. Depuis son accession à l'UE en 2004, la croissance est passée à 7,8% en 2004, 9,8% en 2005 et 11,4% en 2006.

Les augmentations récentes de la TVA pour aligner les taux du pays avec le reste de l'UE n'ont fait qu'exacerber les pressions inflationnistes – avec un taux actuel de 6,4%. Il y a maintenant un déficit important de la balance courante, et la couronne estonienne – indexée sur l'euro – est sous pression. Cela souligne la nécessité de développer les secteurs d'activités générateurs d'exportations.

Paiement : Comportement et risques

Le comportement de paiement s'est amélioré par rapport aux années précédentes. La Répartition des créances est plus favorable, avec un plus grand nombre de factures réglées selon les modalités contractuelles définies. A l'exception des entreprises, les particuliers et le Service Public se sont montrés de meilleurs payeurs. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables est également passé de 3,2% à 2,9%.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	10,7	20,7	15,3
Délai effectif moyen de paiement en jours	16,1	35,5	19,8
Retard moyen de paiement en jours (2008)	5,4	14,8	4,5
Retard moyen de paiement en jours (2007)	8,5		

Parmi les entreprises interrogées, 60% estiment que le risque d'impayés restera le même.

FAROE ISLANDS / ÎLES FÉROË



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 31.000 (2001)	
Croissance	2,4 (2007)	2,9
Taux de chômage	3,0 (2006)	6,8
Inflation	1,8 (2007)	2,1

Les Îles Féroë sont actuellement dans une période de prospérité économique, qui suit les graves problèmes auxquelles elles ont été confrontées dans les années 1990. Ces problèmes étaient liés à une mauvaise gestion économique associée à un dépeuplement des réserves de poissons. La croissance, si elle est inférieure à la moyenne UE27, est raisonnable, et le taux de chômage est l'un des plus bas d'Europe à 3%.

Néanmoins, la dépendance quasi totale de l'économie à la pêche la rend extrêmement vulnérable. Les récentes découvertes pétrolières à proximité de l'espace économique féringien ont donné quelques espoirs de gisements locaux qui pourraient être le fondement d'une prospérité économique soutenue.

Le niveau de vie des Féroïens n'est pas loin de celui des Danois et des autres Scandinaves. Ils bénéficient également d'une aide annuelle substantielle du Danemark, qui représente 15% du PIB. Depuis 2003, le redressement économique a été la conséquence directe de l'envolée des prix du poisson et de l'immobilier.

Paiement : Comportement et risques

Nous ne disposons pas d'autres chiffres pour montrer les tendances.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	15,5	22,1	25,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	29,7	37,5	41,2
Retard moyen de paiement en jours (2008)	14,2	15,4	16,2
Retard moyen de paiement en jours (2007)	12,1		

Parmi les entreprises interrogées, 50% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 39% pensent qu'il va augmenter.

Risk Index

2004	
2005	
2006	
2007	140
2008	140

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004			
2005			
2006			
2007			
2008	48,3	36,5	15,2

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	
2005	
2006	
2007	1,5
2008	1,1

Export

Risk Index	
RU	151
Pays-Bas	149
Danemark	132
Norvège	130



FINLAND / FINLANDE

Risk Index

2004	124
2005	125
2006	126
2007	124
2008	123

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	68,1	28,4	3,5
2005	69,6	27,9	2,5
2006	68,7	28,3	3,0
2007	70,8	25,6	3,6
2008	74,0	22,0	4,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	0,9	
2005	1,0	
2006	0,9	
2007	0,7	
2008	0,6	

Export

Risk Index

RU	151	
Allemagne	150	
Pays-Bas	149	
Suède	127	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 35.500 (est. 2007)	
Croissance	4,3 (2007)	2,9
Taux de chômage	6,5 (2007)	6,8
Inflation	2,7 (2007)	2,1

La croissance économique en Finlande a distancé celle de la plupart des pays de l'OCDE. Le taux d'inflation reste peu élevé - aux alentours de 2,5% en 2007. Le taux de chômage est en baisse, même s'il reste encore aux alentours de 7%.

Les exportations jouent un rôle essentiel pour l'économie de marché hautement industrialisée de la Finlande, et représentent près des deux cinquièmes du PIB. Les principaux secteurs d'activités industriels sont le bois, les métaux, l'ingénierie, les télécommunications et l'électronique.

En 2007, le PIB de la Finlande a augmenté de 4,4%, tandis que le revenu réel des ménages a connu une hausse de 2,4%. Selon Statistics Finland, le taux d'endettement des ménages a continué à augmenter au cours de l'année, pour atteindre 101,8% fin septembre 2007 et dépasser ainsi le revenu annuel disponible.

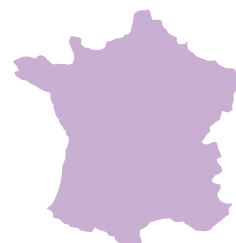
Paiement : Comportement et risques

La Finlande présente le délai effectif moyen de paiement le plus court, le taux de pertes sur créances irrécouvrables le plus bas et la répartition des créances la plus favorable de tous les pays d'Europe ! Les risques d'impayés ont diminué par rapport à 2007. La répartition du montant des créances est excellente, 74% des factures étant payées selon les modalités de paiement convenues. Le délai moyen de paiement contractuel en Finlande est de l'ordre de 14 jours pour les particuliers et de 21 jours pour les transactions commerciales.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	14,0	21,0	20,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	18,0	27,0	24,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	4,0	6,0	4,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	6,0		

66% des entreprises interrogées pensent que le risque d'impayés restera inchangé ou qu'il augmentera (29%).

FRANCE / FRANCE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 33.800 (est. 2007)	
Croissance	1,9	2,9
Taux de chômage	8,0 (est. 2007)	6,8
Inflation	2,0 (est. 2007)	2,1

Après une reprise au dernier trimestre 2007, l'économie française fait de nouveau face à un ralentissement de la croissance (et ce alors que la croissance 2007 était déjà très inférieure à la croissance UE27). La France vient de revoir à la baisse ses prévisions pour 2008 (prévision 2008 entre 1.5% et 2%). Le ralentissement mondial et l'appréciation de l'euro brident les exportations. L'investissement des entreprises, resté dynamique jusqu'à la fin de 2007, commence à ralentir, suite entre autre au durcissement des conditions de financement de la part des banques.

L'inflation a atteint un pic à 3,2% sur un an en mars (sur le mois de mars, la hausse a été de 0.8%, un taux jamais atteint depuis janvier 1987). Cette forte progression est due particulièrement à la hausse importante des prix de l'énergie, qui ont augmenté de 12,7 % en un an. Les prix du pétrole évoluent à des niveaux records, proches de 126 dollars le baril. Après une très forte progression en 2007, le pouvoir d'achat du revenu des ménages ralentit et contribue à modérer la croissance de la consommation. La consommation des ménages français a décroché en mars, reculant de 1,7%. Il faut s'attendre désormais à ce que le moteur de la consommation tourne au ralenti. Les créations d'emploi faiblissent légèrement et le taux de chômage devrait se stabiliser à 7,5 %, après deux ans de baisse quasi ininterrompue. Dans un contexte de récession renforcé par une hausse des taux, en particulier pour les entreprises les plus fragiles, les trésoreries vont malheureusement souffrir en 2008

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont légèrement augmenté par comparaison avec 2007. La répartition des créances est en train d'évoluer. Plus de factures sont payées dans les 30 premiers jours, mais par contre on note une légère augmentation des créances de plus de 90 jours. Le délai moyen contractuel de paiement en France est de l'ordre de 30 jours pour les particuliers et de 49 jours pour les transactions commerciales. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté significativement (1.9% en 2008 versus 1.6% en 2007)

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	30,0	49,0	57,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	40,0	65,0	71,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	10,0	16,0	14,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	14,3		

Parmi les entreprises interrogées, 54% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 26% pensent qu'il va augmenter. La Fonction financière gagne en importance au sein de l'entreprise ; 50% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

Risk Index

2004	146
2005	143
2006	147
2007	145
2008	146

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	30,7	53,7	15,6
2005	36,2	47,0	16,8
2006	33,8	47,4	18,8
2007	35,3	50,3	14,4
2008	39,0	45,0	16,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,4	
2005	1,5	
2006	1,8	
2007	1,6	
2008	1,9	

Export

	Risk Index	
Espagne	159	
Italie	158	
Belgique	154	
RU	151	
Allemagne	150	
Pays-Bas	149	



GERMANY / ALLEMAGNE

Risk Index

2004	156
2005	154
2006	155
2007	151
2008	150

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	57,4	29,0	13,6
2005	54,9	31,0	14,1
2006	54,6	29,5	15,9
2007	57,4	30,0	15,9
2008	60,0	29,0	11,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,1	
2005	2,3	
2006	2,0	
2007	2,0	
2008	2,0	

Export

Risk Index

Italie	158	
Belgique	154	
Autriche	152	
RU	151	
Pays-Bas	149	
France	146	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 34.400 (2007)	
Croissance	2,6	2,9
Taux de chômage	9,1 (2007)	6,6
Inflation	2,0 (2007)	2,1

L'économie de l'Allemagne s'est considérablement améliorée en 2007 avec une croissance de 2,6%, après une longue période de stagnation entre 2001 et 2005. Un effet direct de la relance est la baisse importante du chômage, qui a chuté à 8% environ fin 2007.

L'économie allemande est toujours impactée par la modernisation et l'intégration de la région est, qui coûte environ 80 Milliards \$ par an. Le Chancelier Angela Merkel a mis en place une série de réformes pour rajouter le marché du travail, pour augmenter progressivement la retraite obligatoire de 65 ans à 67 ans et pour encourager plus largement l'activité professionnelle des femmes.

Le déficit public est tombé en dessous des 3% grâce à l'augmentation des taxes de 3%.

La croissance risque de tomber sous la barre des 2% en 2008 sous la menace d'un euro fort, du prix élevé du pétrole, du resserrement du crédit et du ralentissement de la croissance à l'étranger.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont diminué par rapport à 2007. La répartition des montants des créances est désormais mieux équilibrée ; 60% des factures sont payées à l'échéance. Les particuliers ont payé plus tôt mais les entreprises plus tard qu'en 2007. Le délai contractuel moyen de paiement pour les transactions avec les entreprises est de 30 jours en Allemagne.

Le taux de pertes sur créances irrécouvrables est stable à 2,0%, et devrait diminuer.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	20,0	30,0	25,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	32,0	36,0	40,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	12,0	16,0	15,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	15,5		

66% des entreprises interrogées pensent que le risque d'impayés restera inchangé. 30% pensent qu'il devrait augmenter. La Fonction financière gagne en importance au sein de l'entreprise ; 50% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

GREECE / GRÈCE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 30.500 (est. 2007)	
Croissance	3,7 (2007)	2,9
Taux de chômage	8,4 (2007)	6,8
Inflation	2,6 (2007)	2,1

L'économie grecque a connu une forte croissance entre 2003 et 2007 en raison de vastes projets d'infrastructures, dont les Jeux Olympiques 2004, et de groupements d'entreprises du secteur public et du privé. Il existe néanmoins des pressions inflationnistes que le gouvernement s'efforce de contrer par tous les moyens. Le gouvernement grec investit de plus en plus d'efforts dans le renforcement de l'économie en appliquant des mesures telles que des réformes fiscales pour donner un coup de fouet aux revenus des ménages, lutter contre le chômage et soutenir la croissance.

En 2007, la Grèce est enfin parvenue à satisfaire les critères du Pacte de stabilité et de croissance de l'UE stipulant que le déficit budgétaire ne peut pas dépasser 3% du PIB. Le secteur public représente 40% du PIB et est un bénéficiaire majeur de l'aide de l'UE, qui s'élève à 3,3% du PIB. La dette publique, l'inflation et le taux de chômage du pays sont tous supérieurs à la moyenne UE27, mais ils sont en baisse. Le tourisme représente 15% du PIB.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés se sont stabilisés pour les transactions avec les particuliers et les entreprises en 2007. Pour les transactions dans le Secteur Public, les retards de paiement au-delà des délais contractuels sont toujours extrêmement importants. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a légèrement augmenté.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	40,0	84,0	95,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	72,0	110,0	157,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	32,0	26,0	62,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	27,4		

Parmi les entreprises interrogées, 41% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 47% pensent qu'il va augmenter.

Risk Index

2004	152
2005	173
2006	
2007	174
2008	174

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	18,1	35,8	46,1
2005	18,5	34,0	47,5
2006			
2007	16,4	35,5	48,1
2008	20,0	39,0	41,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,0	
2005	1,6	
2006		
2007	2,1	
2008	2,2	

Export

Risk Index	
Italie	158
RU	151
Allemagne	150
France	146



HUNGARY / HONGRIE

Risk Index

2004	156
2005	155
2006	158
2007	160
2008	161

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	58,5	28,5	13,0
2005	60,1	29,2	10,7
2006	58,8	26,9	14,3
2007	53,4	29,6	17,0
2008	54,0	34,0	12,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,4	
2005	2,4	
2006	2,8	
2007	2,3	
2008	2,5	

Export

Risk Index

Pologne	158	
Italie	158	
Autriche	152	
RU	151	
Allemagne	150	
France	146	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 19.500 (2007)	
Croissance	2,1 (2007)	2,9
Taux de chômage	7,1 (2007)	6,8
Inflation	7,8 (2007)	2,1

L'économie hongroise a été peu dynamique en 2007, dans le contexte d'un programme d'austérité destiné à résorber un déficit rapporté au PIB de 9,2% – le plus élevé de l'UE. Le gouvernement hongrois a imposé des conditions d'encadrement fiscal très fortes au cours de l'année dans le but de réduire le déficit de 3 points d'ici fin 2007, avec une réduction supplémentaire prévue pour atteindre 4,1% en 2008.

La croissance économique a ralenti pour passer à 2% en 2007, alors qu'elle était de 3,9% précédemment. Néanmoins, avec un secteur privé représentant plus de 80% du PIB, la Hongrie est arrivée au terme de la transition d'une économie planifiée centralisée à une économie de marché, même si les dépenses publiques restent élevées. Selon la Commission Européenne, la Hongrie est en bonne voie pour intégrer la zone euro d'ici 2014.

Le taux de chômage reste élevé en Hongrie, avec seulement 3,6 millions de personnes ayant un travail sur une population active de 6,4 millions. La Hongrie souffre également d'une grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée – il semblerait que près de 50% de la population hongroise n'ait aucune qualification.

Paiement : Comportement et risques

Le comportement de paiement des particuliers s'est amélioré, avec seulement 8 jours de retard. Par contre, le retard a augmenté pour les transactions avec les entreprises et le Service Public. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables est également passé de 2,3% en 2007 à 2,5% en 2008.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	14,0	26,0	30,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	22,0	45,0	55,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	8,0	19,0	25,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	16,3		

Parmi les entreprises interrogées, 49% estiment que le risque d'impayés va augmenter au cours des 12 prochains mois.

ICELAND / ISLANDE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 39.400 (2007)	
Croissance	1,8 (2007)	2,9
Taux de chômage	1,0 (2007)	6,8
Inflation	4,9 (2007)	2,1

Les conditions du marché financier islandais se sont détériorées au cours de l'année 2007, pour aboutir à l'application d'une politique monétaire plus rigoureuse destinée à dynamiser la croissance et réduire la pression inflationniste. Les prévisions annonçant une baisse des prix de l'immobilier sur une grande partie de 2008 des suites d'un resserrement des conditions de crédit et du fléchissement du cours des actions, font craindre des bilans financiers peu favorables, pour les entreprises comme pour les ménages.

L'économie de l'Islande ressemble à celle des autres pays nordiques – capitaliste, mais avec une bonne part d'État providence. L'Islande, qui ne compte que 300 000 habitants, a l'un des PIB par habitant les plus élevés du monde, et se classe en quatrième position en Europe pour sa compétitivité, selon le World Competitiveness Yearbook 2007 de l'IMD. Le pays est cependant fortement dépendant de l'industrie de la pêche, ce qui rend son économie très sensible aux fluctuations des cours mondiaux du poisson.

Paiement : Comportement et risques

Les retards de paiements ont diminué en moyenne de 8,2 à 6 jours. La part des créances supérieures à 90 jours a augmenté, ainsi que le taux de pertes sur créances irrécouvrables, qui est passé de 1,5% à 1,6%.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	24,0	26,0	29,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	29,0	33,0	34,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	5,0	7,0	5,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	8,2		

Parmi les entreprises interrogées, 54% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 30% pensent qu'il va augmenter. 27% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

Risk Index

2004	130
2005	
2006	136
2007	134
2008	134

Répartition des créances (%)

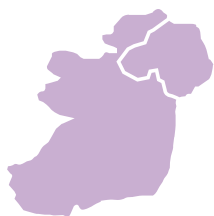
	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	68,6	25,0	6,4
2005			
2006	71,3	20,6	8,1
2007	66,4	26,4	7,2
2008	61,7	26,9	11,4

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,1	
2005		
2006	1,6	
2007	1,5	
2008	1,6	

Export

Risk Index		
Espagne	159	
RU	151	
Allemagne	150	
Pays-Bas	149	



IRELAND / IRLANDE

Risk Index

2004	143
2005	140
2006	
2007	141
2008	142

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	47,3	40,2	12,5
2005	52,3	41,5	6,2
2006			
2007	47,0	41,0	12,0
2008	45,3	42,7	12,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,1	
2005	1,1	
2006		
2007	1,2	
2008	1,4	

Export

Risk Index

Italie	158	
Belgique	154	
RU	151	
Allemagne	150	
France	146	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 45.600 (2007)	
Croissance	5,3 (2007)	2,9
Taux de chômage	5,0 (2007)	6,8
Inflation	4,7 (2007)	2,1

La croissance importante de l'Irlande est connue du monde entier. Avec une croissance moyenne de 6% sur les 12 dernières années, elle peut désormais se targuer d'un PIB par habitant supérieur à celui des États-Unis et dépassant de plus de 40% celui des quatre grandes puissances économiques européennes.

Cette croissance a été à l'origine de bouleversements considérables au sein de l'économie – l'agriculture qui dominait autrefois est désormais éclipsée par les secteurs secondaires et tertiaires. L'arrivée en masse de multinationales sur le territoire irlandais a été la clé de la croissance du pays tourné vers les exportations, croissance qui a encore été dynamisée récemment par l'augmentation des dépenses de consommation et des investissements des entreprises.

Tout cela a un coût, avec l'explosion des prix de l'immobilier au cours des dix dernières années, qui laissent loin derrière les autres économies du monde développé. L'inflation a commencé à montrer les dents, les coûts ont augmenté et la concurrence internationale exerce désormais sa pression sur cette économie dépendante des petites entreprises.

Pour redresser la balance, le gouvernement irlandais a lancé une série de mesures économiques destinées à juguler l'inflation des prix et des salaires. Il a également investi en infrastructures, encouragé fortement les investissements étrangers et augmenté le niveau de qualification de la main-d'œuvre.

Les pressions économiques, et notamment le fléchissement du marché de l'immobilier, ont obligé les économistes à revoir leurs prévisions légèrement à la baisse pour l'Irlande.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont augmenté par rapport à 2007, mais ils restent en dessous du pic atteint en 2004. Le délai effectif de paiement est également à la hausse sur les particuliers, les entreprises et le Service Public. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a également augmenté de 1,2% à 1,4%.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	37,3	39,1	36,4
Délai effectif moyen de paiement en jours	53,9	57,5	50,7
Retard moyen de paiement en jours (2008)	16,6	18,4	14,3
Retard moyen de paiement en jours (2007)	14,3		

Parmi les entreprises interrogées, 35% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 47% pensent qu'il va augmenter.

ITALY / ITALIE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 31.000 (2007)	
Croissance	1,7 (2007)	2,9
Taux de chômage	9,0 (2007)	6,8
Inflation	2,4 (2007)	2,1

Les déficits budgétaires et la dette publique élevée ont continué à ronger l'économie italienne en 2007. Les prévisions de croissance pour l'Italie en 2008 sont pessimistes (0,3%), en raison notamment de la récession mondiale, mais aussi pour des causes endémiques. L'Italie se bat pour contrecarrer les effets de la mondialisation avec la Chine, en essayant de se positionner sur le marché des produits industriels de bas de gamme. Il existe de plus une importante économie souterraine en Italie, que l'on estime à environ 27% du PIB.

De nombreuses enquêtes économiques voient l'avenir de l'économie italienne maussade. Les prévisions du FMI suggèrent que l'Italie aura la croissance la plus faible de l'Union Européenne et des pays du G8, avec un PIB tombant pour la première fois sous la moyenne de l'UE et sera dépassée par la Grèce en 2009.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont augmenté depuis 2007, avec seulement 40% des factures réglées dans les 90 jours. Malheureusement, la part des créances supérieures à 90 jours est passée à 35%. Le délai moyen de paiement contractuel est de 37 jours pour les particuliers et de 68 jours pour les entreprises. En moyenne, les particuliers ont payé plus tard qu'en 2007, tandis que les entreprises et le Service Public ont payé légèrement plus vite qu'au cours des années précédentes. Il n'en demeure pas moins que le retard moyen de paiement est toujours de 27 jours en Italie. Au vu de la faiblesse de l'économie italienne, il est essentiel d'effectuer un suivi rigoureux des impayés.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	37,0	68,0	95,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	57,0	88,0	135,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	20,0	20,0	40,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	23,9		

Parmi les entreprises interrogées, 55% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 33% pensent qu'il va augmenter. 39% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

Risk Index

2004	152
2005	158
2006	153
2007	157
2008	158

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	17,7	59,1	23,2
2005	15,2	58,7	26,1
2006	14,6	54,1	31,3
2007	17,2	49,6	33,2
2008	25,0	40,0	35,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	0,8	
2005	1,0	
2006	1,2	
2007	1,3	
2008	1,6	

Export

	Risk Index	
Espagne	159	
RU	151	
Allemagne	150	
France	146	



LATVIA / LETTONIE

Risk Index

2004	157
2005	153
2006	155
2007	148
2008	149

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	60,1	30,2	9,7
2005	64,9	27,3	7,9
2006	64,3	27,6	8,1
2007	66,2	24,4	9,4
2008	60,8	29,6	9,6

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,9	
2005	2,8	
2006	3,0	
2007	2,7	
2008	2,8	

Export

Risk Index

Pologne	158	
Lituanie	157	
Allemagne	150	
Estonie	150	
Suède	127	
Finlande	123	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 17.700 (2007)	
Croissance	10,3 (2007)	2,9
Taux de chômage	5,9 (2007)	6,8
Inflation	9,6 (2007)	2,1

Avec les autres économies en voie de « rattrapage » de l'UE, la Lettonie a connu une forte croissance (10%) en 2006/2007. La Lettonie a intégré l'Union Européenne en 2004, et son économie a été bouleversée avec la privatisation de la plupart des entreprises, des banques et du secteur immobilier. Une partie des grandes entreprises a toujours un actionnariat public important.

Ces développements économiques s'accompagnent des symptômes habituels : déficit important de la balance commerciale (22% en 2007) et inflation de 10%. Si le taux de chômage a chuté de 13% en 2000 à 5,9% en 2007, les autres indicateurs économiques restent très préoccupants.

Paiement : Comportement et risques

Les risques ont augmenté légèrement en 2007. Le nombre de factures réglées selon les conditions contractuelles a baissé – le délai moyen contractuel de paiement étant de 20 jours. 60% des factures sont désormais réglées dans les délais – ce qui laisse une part importante de paiements en retard.

Tous les clients (particuliers, entreprises et Secteur Public) ont payé plus tard qu'en 2007. Il y a peu d'évolution dans les paiements à plus de 90 jours sur les 4 dernières années.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	19,1	21,5	20,1
Délai effectif moyen de paiement en jours	32,9	41,5	31,3
Retard moyen de paiement en jours (2008)	13,8	20,0	11,2
Retard moyen de paiement en jours (2007)	11,9		

Parmi les entreprises interrogées, 43% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 25% craignent qu'il n'augmente.

LITHUANIA / LITHUANIE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 16.700 (2007)	
Croissance	8,0 (2007)	2,9
Taux de chômage	3,2 (2007)	6,8
Inflation	5,4 (2007)	2,1

L'économie de la Lituanie a connu en 2007 la croissance la plus élevée depuis quatre ans, en particulier à compter du troisième trimestre.

Néanmoins, le taux de chômage en baisse (3,2%) et le taux d'inflation à deux chiffres laissent craindre une envolée de l'inflation à des niveaux inacceptables, qui pourraient faire déchanter l'économie de marché lituanienne.

La Lituanie – autrefois le pays Balte aux relations commerciales les plus développées avec la Russie – a orienté résolument ses débouchés vers l'Ouest. Le pays est devenu membre de l'OMC et a rejoint l'UE en 2004. Il envisage d'adopter l'euro comme monnaie nationale à l'horizon 2010.

Paiement : Comportement et risques

La tendance positive vers une amélioration du comportement de paiement est désormais avérée. Le délai effectif de paiement a baissé, notamment pour ce qui concerne le Service Public. Les particuliers ont payé un peu plus tard et les entreprises un peu plus vite. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables est toujours assez élevé (3%), mais il baisse rapidement.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	23,9	30,3	30,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	36,8	46,2	39,8
Retard moyen de paiement en jours (2008)	12,9	15,9	9,8
Retard moyen de paiement en jours (2007)	14,9		

Parmi les entreprises interrogées, 63% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 18% pensent qu'il va diminuer. 20% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

Risk Index

2004	167
2005	163
2006	159
2007	158
2008	157

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	54,8	34,2	11,0
2005	55,7	31,7	12,6
2006	54,8	32,6	12,6
2007	57,5	32,8	9,7
2008	59,3	29,7	11,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,4	
2005	3,5	
2006	3,2	
2007	3,3	
2008	3,0	

Export

	Risk Index	
Pologne	158	
RU	151	
Allemagne	150	
Estonie	150	
Lettonie	149	
Pays-Bas	149	
France	146	
Danemark	132	
Suède	127	



THE NETHERLANDS / PAYS-BAS

Risk Index

2004	153
2005	152
2006	154
2007	149
2008	149

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	51,5	39,8	8,7
2005	56,0	34,2	9,7
2006	54,2	35,4	10,4
2007	57,8	32,9	9,3
2008	60,6	30,2	9,2

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,6	
2005	2,5	
2006	2,8	
2007	2,4	
2008	2,4	

Export

Risk Index

Italie	158	
Belgique	154	
RU	151	
Allemagne	150	
France	146	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 38.600 (2007)	
Croissance	3,5 (2007)	2,9
Taux de chômage	4,1 (2007)	6,8
Inflation	1,6 (2007)	2,1

Les Pays-Bas ont connu une forte croissance en 2007 (3,5%), ce qui est supérieur à la moyenne UE27. Cela est dû essentiellement à la bonne santé des exportations et à des investissements considérables.

L'économie néerlandaise a toujours été très dépendante du commerce extérieur – elle joue un rôle important en tant que plaque tournante du transport européen – et sa prospérité est indissociable de la stabilité de ses relations industrielles, d'un taux de chômage et d'une inflation modérés, et d'un excédent important de la balance courante.

Les principaux secteurs d'activités sont la transformation alimentaire, l'industrie chimique, le raffinage du pétrole et les machines-outils électriques. Le secteur agricole est une référence internationale en raison de son efficacité : il n'emploie que 3% de la main-d'œuvre du pays mais n'en génère pas moins des excédents importants pour les secteurs de la transformation alimentaire et des exportations. L'économie a connu un ralentissement en 2005, mais elle a vite récupéré et est désormais l'un des cinq plus gros investisseurs aux États-Unis. En outre, elle continue d'attirer les investisseurs étrangers.

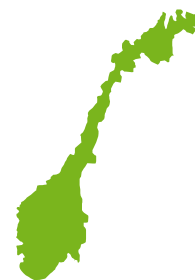
Paiement : Comportement et risques

Le taux de pertes sur créances irrécouvrables est resté au même haut niveau (2,4%) qu'en 2007. Le nombre de factures payées conformément aux modalités de paiement contractuelles a augmenté. 60% sont désormais payées dans les délais – ce qui laisse encore une marge de progression.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	22,6	26,1	27,2
Délai effectif moyen de paiement en jours	29,2	40,0	46,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	6,6	13,9	18,8
Retard moyen de paiement en jours (2007)	13,2		

Parmi les entreprises interrogées, 59% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 22% pensent qu'il va augmenter. 24% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

NORWAY / NORVÈGE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 55.600 (2007)	
Croissance	4,9 (2007)	2,9
Taux de chômage	2,4 (2007)	6,8
Inflation	0,4 (2007)	2,1

La croissance de l'économie norvégienne reste soutenue. En 2007, elle a même été plus importante que les prévisions. Cela est dû en partie à la flambée des prix du pétrole, dont la Norvège est particulièrement dépendante. La croissance qui était inférieure à 1% en 2002/2003 a grimpé entre 3 et 5% entre 2004 et 2007. L'inflation n'en est pas moins restée à un niveau étonnamment bas.

L'économie prospère de la Norvège a affiché un excédent budgétaire record en 2007, avec un taux de chômage continuant sa tendance à la baisse débutée en 2003 (4,6%) pour devenir le plus bas de l'Espace économique européen (2,4%). Le pétrole et le gaz représentent un tiers des exportations de la Norvège, ce qui la place juste derrière l'Arabie Saoudite et la Russie. Mais le pays est également doté de nombreuses autres ressources naturelles – ressources hydrauliques et minérales, poissons et forêts. L'économie florissante du pays est dynamisée par l'activité intérieure, soutenue par un haut niveau de confiance des consommateurs et des investissements importants dans les exploitations au large.

Le gouvernement applique une gestion sûre, aidé par le contrôle de l'État dans le secteur pétrolier. La production pétrolière a connu son apogée en 2000, même si la production de gaz est toujours à la hausse, et des mesures prudentes ont permis de dégager des excédents budgétaires à investir dans le Fond d'État du pétrole aujourd'hui estimé à plus de 250 milliards USD.

Paiement : Comportement et risques

Le comportement de paiement et les risques d'impayés demeurent pratiquement inchangés. Que ce soit dans le secteur de l'entreprise ou de celui du Service Public, des paiements plus rapides sont désormais la norme. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté de 1,2% à 1,3%. La Norvège, avec le Danemark, a le deuxième plus bas taux de pertes sur créances irrécouvrables d'Europe.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	15,9	23,2	26,6
Délai effectif moyen de paiement en jours	22,9	30,5	31,1
Retard moyen de paiement en jours (2008)	7,0	7,3	4,5
Retard moyen de paiement en jours (2007)	7,4		

Parmi les entreprises interrogées, 66% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 16% pensent qu'il va augmenter. 21% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

Risk Index

2004	137
2005	130
2006	131
2007	130
2008	130

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	70,1	25,3	4,6
2005	72,0	23,0	5,0
2006	73,2	23,1	3,7
2007	69,0	24,3	6,7
2008	69,4	21,7	8,9

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,7	
2005	1,4	
2006	1,5	
2007	1,2	
2008	1,3	

Export

Risk Index		
RU	151	
Allemagne	150	
Pays-Bas	149	
France	146	
Suède	127	



POLAND / POLOGNE

Risk Index

2004	161
2005	158
2006	162
2007	159
2008	159

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	56,2	33,8	10,0
2005	53,8	32,0	14,2
2006	58,5	30,7	10,8
2007	59,3	29,0	11,7
2008	60,6	28,1	11,3

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,0	
2005	2,8	
2006	2,9	
2007	3,0	
2008	2,9	

Export

Risk Index

RP	171	
Italie	158	
RU	151	
Allemagne	150	
France	146	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 16.200 (2007)	
Croissance	6,5 (2007)	2,9
Taux de chômage	12,8 (2007)	6,8
Inflation	4,1 (2007)	2,1

La Pologne est l'une des histoires de réussite parmi les pays en phase de transition d'Europe.

L'économie polonaise affiche désormais une forte croissance (6,5%) par rapport aux autres pays en transition. Il reste néanmoins de nombreux obstacles à la croissance qui devront être éradiqués avant que le pays puisse bénéficier pleinement des avantages de l'appartenance à l'UE.

Côté positif, la croissance de la Pologne a été renforcée par une augmentation de la consommation des ménages et des investissements des entreprises, et par un financement conséquent de l'UE. Côté négatif : un système judiciaire commercial inefficace, un code du travail rigide, une lourdeur administrative endémique et une corruption persistante à bas niveau qui empêchent le secteur privé d'opérer à la pleine capacité de son potentiel. Le marché du travail polonais a le taux de chômage le plus élevé d'Europe (12,8%).

L'inflation (4,1%) est plus élevée que la limite supérieure fixée par la Banque centrale polonaise, et les perspectives d'un resserrement du marché du travail associés à une augmentation des prix du pétrole et des aliments sont une source de préoccupation.

Les efforts pour maintenir le déficit budgétaire sous la barre fatidique de 3% servant de critère pour entrer dans la zone euro, qui a été atteint pour la première fois en 2007, sont de plus en plus mis en péril par les demandes de financements supplémentaires émanant du Service Public. Les nouvelles mesures de réforme de l'économie, de réduction des dépenses et des taxes et d'extension des privatisations risquent de se trouver confrontées au veto présidentiel.

Paiement : Comportement et risques

Le comportement de paiement et les risques d'impayés n'ont guère varié par rapport aux années précédentes. La Répartition des créances s'est légèrement améliorée, un plus grand nombre de factures étant réglées à 30 jours. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a baissé de 3,0% à 2,9%. Les particuliers ont payé un peu plus tard et les entreprises un peu plus vite.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	16,8	29,7	27,7
Délai effectif moyen de paiement en jours	33,4	46,8	47,9
Retard moyen de paiement en jours (2008)	16,6	17,1	20,2
Retard moyen de paiement en jours (2007)	17,1		

Parmi les entreprises interrogées, 47% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 32% pensent qu'il va diminuer. La fonction Financière gagne en importance au sein de l'entreprise. 50% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

PORTUGAL / PORTUGAL



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 21.800 (2007)	
Croissance	1,9	2,9
Taux de chômage	8,0 (2007)	6,8
Inflation	2,4 (2007)	2,1

La Croissance économique du Portugal reste la plus faible de toute l'Europe. Elle a connu une légère hausse de son plus bas niveau en 2005 (0,5%) à 2007 (1,9%), mais le ralentissement de l'économie mondiale a stoppé net cette évolution et les prévisions annoncent un fléchissement en 2008 (1,7%).

En terme de PIB par habitant, la République tchèque, la Grèce, Malte et la Slovénie ont toutes dépassé le Portugal depuis 2000. Il est passé d'un peu plus de 80% de la moyenne UE25 en 1999 à un peu plus de 70% l'année dernière. Il devrait tomber à 65% en 2008.

De nombreuses raisons sous-tendent les résultats médiocres de l'économie portugaise, l'un des principaux facteurs étant l'attrait que représentent les producteurs à moindre coût d'Europe centrale et d'Asie. Le léger redressement de l'année dernière est dû à une augmentation de 3,2% des investissements et à une relance de la consommation des ménages.

Paiement : Comportement et risques

Les risques ont augmenté par rapport à 2007 mais la répartition du montant des créances est mieux équilibrée que l'année dernière, 49,6% des factures étant payées dans les 60 jours. Mais le taux de pertes sur créances irrécouvrables a néanmoins augmenté de 2,5% à 2,7%. Le délai effectif de paiement a diminué tous segments confondus, mais il reste parmi les plus élevés d'Europe.

	articuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	34,1	47,1	57,4
Délai effectif moyen de paiement en jours	53,3	80,1	137,8
Retard moyen de paiement en jours (2008)	19,2	33,0	80,4
Retard moyen de paiement en jours (2007)	39,9		

Parmi les entreprises interrogées, 52% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 40% pensent qu'il va augmenter. 22% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

Risk Index

2004	191
2005	184
2006	183
2007	182
2008	183

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	18,8	49,4	31,8
2005	19,4	49,8	30,8
2006	19,5	49,9	30,6
2007	20,9	52,2	26,9
2008	25,1	50,3	24,6

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,0	
2005	2,9	
2006	2,7	
2007	2,5	
2008	2,7	

Export

	Risk Index	
Espagne	159	
Italie	158	
RU	151	
Allemagne	150	
Pays-Bas	149	
France	146	



SLOVAKIA / SLOVAQUIE

Risk Index

2004	
2005	
2006	
2007	160
2008	157

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004			
2005			
2006			
2007	50,7	31,9	17,4
2008	52,0	30,0	18,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	
2005	
2006	
2007	2,8
2008	2,8

Export

Risk Index

RT	171	
Italie	158	
Pologne	158	
Allemagne	150	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 19.800 (est. 2007)	
Croissance	8,8	2,9
Taux de chômage	8,6 (2006)	6,8
Inflation	2,7 (2006)	2,1

La Slovaquie a connu une croissance soutenue au cours des dernières années – une tendance qui devrait continuer en 2008. Les indicateurs suggèrent une croissance supérieure à 10% en 2008, et un taux de chômage en baisse rapide.

Depuis qu'elle a rejoint l'UE en 2004, la Slovaquie est passée rapidement et avec succès d'une économie planifiée centralisée à une économie de marché, en partie grâce à sa capacité à attirer de hauts niveaux d'investissements étrangers, notamment dans les secteurs de l'électronique et de l'automobile. Le pays a jusqu'ici évité les risques de surchauffe de son économie en veillant à maintenir des niveaux de salaire plus bas que dans les pays voisins. L'inflation a été de l'ordre de 2,1% en 2007, mais elle devrait augmenter légèrement en 2008 en raison de la hausse des prix mondiaux des aliments et du pétrole.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont diminué par rapport à 2007, mais ils restent à un niveau préoccupant.

La répartition du montant des créances est désormais mieux équilibrée, 52% des factures étant payées selon les modalités de paiement contractuelles. Le délai moyen contractuel de paiement en Slovaquie est compris entre 25 et 30 jours. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables se maintient au niveau élevé de 2,8%.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	25,0	31,0	28,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	33,0	39,0	35,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	8,0	8,0	7,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	20,1		

Parmi les entreprises interrogées, 56% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 33% pensent qu'il va diminuer. La fonction Financière gagne en importance au sein de l'entreprise. 60% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

SPAIN / ESPAGNE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 27.400 (2007)	
Croissance	3,9	2,9
Taux de chômage	9,0 (2007)	6,8
Inflation	2,4 (2007)	2,1

L'Espagne a connu une croissance économique soutenue en 2007 pour la troisième année consécutive, mais elle risque d'être confrontée à un brusque déclin de la demande intérieure en 2008. Il apparaît que l'Espagne est confrontée à une inflation et un taux de chômage élevés alors qu'elle a connu une croissance économique soutenue à un taux supérieur à celui de tous les autres États membres du G8 ou pays de la zone euro.

Un ralentissement devrait soulager une partie des pressions inflationnistes, mais la hausse des prix et des salaires devrait les maintenir à un niveau supérieur à la moyenne européenne. L'inflation des prix à la consommation a atteint son point le plus élevé en 12 ans (4,5%), et tout indique qu'elle devrait continuer à augmenter. Cela est dû en partie à la dépendance plus grande du pays vis-à-vis des importations pétrolières, et aussi au poids supérieur des denrées alimentaires dans l'indice des prix par rapport aux autres pays.

Le taux de chômage, déjà largement supérieur à la moyenne de l'UE, est encore en passe d'augmenter.

Paiement : Comportement et risques

Les risques ont augmenté par rapport à 2007. La répartition du montant des créances montre une augmentation de la part supérieure à 90 jours, 50% des factures étant réglées à 60 jours. Il faut généralement être patient pour être payé en Espagne, mais le taux de pertes sur créances irrécouvrables a légèrement baissé à 2,2%.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	41,0	73,0	103,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	56,0	89,0	144,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	15,0	16,0	41,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	15,2		

Parmi les entreprises interrogées, 58% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 42% pensent qu'il va augmenter. 23% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

Risk Index

2004	166
2005	163
2006	161
2007	158
2008	159

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	26,7	49,7	23,6
2005	26,1	52,8	21,1
2006	23,9	56,1	20,0
2007	27,6	52,0	20,4
2008	29,0	47,0	24,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,0	
2005	2,8	
2006	2,4	
2007	2,3	
2008	2,2	

Export

Risk Index		
Italie	158	
RU	151	
Allemagne	150	
France	146	



SWEDEN / SUÈDE

Risk Index

2004	127
2005	129
2006	129
2007	126
2008	126

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	67,4	24,1	8,5
2005	72,1	21,5	6,4
2006	73,2	20,3	6,5
2007	77,1	18,6	4,3
2008	75,0	19,0	6,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	0,7	
2005	0,9	
2006	1,1	
2007	1,0	
2008	1,1	

Export

Risk Index

RU	151	
Allemagne	150	
Danemark	132	
Norvège	130	
Finlande	123	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 36.900 (est. 2007)	
Croissance	2,4	2,9
Taux de chômage	4,5 (est. 2007)	6,8
Inflation	2,0 (est. 2007)	2,1

La Suède devrait voir un fléchissement de sa croissance économique après une phase de forte croissance ces dernières années, en raison de l'impact du ralentissement de l'économie mondiale sur les exportations suédoises. Selon les prévisions, celles-ci devraient augmenter pour atteindre 5,5% en 2008, puis chuter à 4,8% en 2009.

Avec une inflation à son niveau le plus haut depuis plus de dix ans, la Suède cherche à équilibrer sa croissance intérieure et son bas de taux de chômage avec les pressions économiques extérieures à la baisse pour éviter tout risque de surchauffe.

Les indicateurs économiques montrent que l'économie suédoise est encore très solide, avec un taux de chômage qui devrait baisser en 2008 (4%), une inflation inférieure à la moyenne UE27 et des capacités de financement des administrations publiques en voie de réduction en 2008 (2,8%).

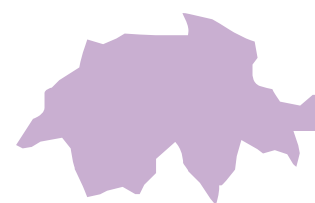
Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont légèrement augmenté par comparaison avec 2007. La répartition du montant des créances est satisfaisante, avec 75% des factures réglées conformément aux modalités de paiement contractuelles. La part des créances supérieures à 90 jours a légèrement augmenté. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté de 1,0% à 1,1%. Le délai moyen effectif de paiement en Suède est de 26 jours.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	22,0	27,0	28,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	28,0	34,0	35,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	6,0	7,0	7,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	6,9		

Parmi les entreprises interrogées, 71% estiment que le risque d'impayés restera le même, tandis que 18% pensent qu'il va augmenter. 22% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

SWITZERLAND / SUISSE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 56.711 (2007)	
Croissance	3,1	2,9
Taux de chômage	3,3 (2007)	6,8
Inflation	1,0 (2007)	2,1

L'économie helvétique est restée stable en 2007, les ménages et les entreprises suisses jouissant d'une base financière solide. Les perspectives d'avenir restent bonnes, avec une augmentation du PIB à prix constants de 1,5% à 2% en 2008 prévue par la Banque centrale suisse. L'inflation devrait rester inférieure à 2%.

Il existe de nombreux facteurs qui permettent à la Suisse de rester une économie stable, et de se targuer du PIB par habitant le plus élevé de tous les pays d'Europe de l'Ouest et d'un taux de chômage au sein d'une main-d'œuvre hautement qualifiée représentant la moitié de la moyenne européenne. La force du franc suisse par rapport à la faiblesse du dollar américain a limité jusqu'ici l'impact de l'augmentation mondiale des prix des marchandises, tandis qu'un marché du travail florissant et un secteur industriel hautement concurrentiel devraient amortir les répercussions négatives d'une conjoncture financière turbulente.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont augmenté légèrement par rapport à 2007. La répartition du montant des créances est moins favorable que l'année dernière, 60% des factures étant payées selon les modalités de paiement contractuelles. La part des créances de plus de 90 jours a pratiquement doublé. Le délai moyen effectif de paiement en Suisse est de 26 jours.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	27,0	31,0	32,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	35,0	43,0	47,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	8,0	12,0	15,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	13,7		

Parmi les entreprises interrogées, 66% estiment que le risque d'impayés restera le même. 25% des responsables interrogés indiquent qu'ils auront des besoins plus importants en effectifs dédiés à la finance dans les prochaines années.

Risk Index

2004	148
2005	149
2006	146
2007	142
2008	143

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	56,4	33,6	10,0
2005	59,1	30,7	10,2
2006	64,9	29,4	5,7
2007	64,2	30,3	5,5
2008	60,0	30,0	10,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,7	
2005	2,0	
2006	1,5	
2007	1,6	
2008	1,8	

Export

	Risk Index	
Espagne	159	
Italie	158	
RU	151	
Allemagne	150	
France	146	



UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Risk Index

2004	154
2005	148
2006	152
2007	151
2008	151

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	52,4	37,3	10,3
2005	50,8	38,0	11,2
2006	51,8	40,2	8,0
2007	49,6	43,7	6,7
2008	43,5	45,2	11,3

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,8	
2005	1,7	
2006	1,8	
2007	1,9	
2008	1,9	

Export

Risk Index

France	146	
Allemagne	150	
Irlande	142	
Pays-Bas	149	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 35.300 (2007)	
Croissance	2,9 (2007)	2,9
Taux de chômage	5,4 (2007)	6,8
Inflation	2,4 (2007)	2,1

L'Angleterre et le Pays de Galles ont commencé à ressentir l'impact de la pénurie de crédit à la toute fin de l'année 2007.

L'impact du resserrement du crédit sur le PIB à prix constants a ralenti la croissance depuis 2007 (3,1%), les prévisions étant de 1,7% pour cette année. Mais au fur et à mesure de l'évolution du processus au sein du secteur des services financiers, la croissance devrait monter à 2,1% en 2009. L'inflation globale est toutefois nettement supérieure à l'objectif officiel de 2% et demeure un sujet de préoccupation.

La Grande-Bretagne, l'un des cinq pays d'Europe dont le PIB dépasse le milliards de dollars, est une puissance commerciale et un centre financier de tout premier plan. Elle sort de la plus longue période d'expansion jamais enregistrée, avec une croissance soutenue dépassant celle de la plupart des autres pays d'Europe. Cette expérience a renforcé la décision de la majorité des électeurs de ne pas adhérer à l'Union monétaire européenne.

La majeure partie du PIB est alimentée par le secteur tertiaire, notamment la banque, l'assurance et les services aux entreprises, alors que la part de l'industrie continue à se réduire. La Grande-Bretagne est dotée de grandes réserves d'énergie, et 10% du PIB vient de la production d'énergie primaire – l'une des parts les plus importantes parmi tous les pays industrialisés.

La privatisation va bon train dans les autres secteurs, tandis que le secteur agricole – l'un des plus efficace d'Europe – utilise moins de 2% de la main-d'œuvre pour satisfaire 60% des besoins alimentaires du pays.

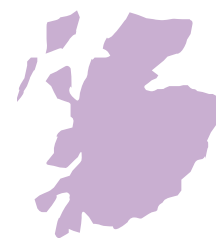
Paiement : Comportement et risques

Le comportement de paiement s'est un peu relâché. Moins de factures ont été réglées à 30 jours, mais le délai effectif de paiement est resté plus ou moins la même. Comme les années précédentes, le taux de pertes sur créances irrécouvrables est influencé négativement par le comportement de paiement des particuliers (2,3% sur les transactions avec les particuliers contre 1,6% sur les opérations commerciales).

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	29,5	33,2	30,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	47,4	51,0	48,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	17,9	17,8	18,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	17,6		

Parmi les entreprises interrogées, 89% estiment que le risque d'impayés restera le même.

SCOTLAND / ÉCOSSE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	US 35.300 (2007)	
Croissance	2,9 (2007)	2,9
Taux de chômage	5,4 (2007)	6,8
Inflation	2,4 (2007)	2,1

L'économie écossaise a connu une croissance légèrement supérieure à 2% en 2007, grâce au secteur des services financiers et d'affaires, qui ont été les principaux moteurs de la croissance du pays depuis la fin des années 1990. Selon les prévisions, la croissance devrait marquer le pas en 2008 en raison d'un ralentissement des dépenses publiques, même si la plupart des indicateurs laissent entrevoir de bonnes perspectives pour l'économie écossaise à moyen terme.

Le secteur des services financiers et d'affaires représente actuellement près de 20% du PIB de l'Écosse. Les secteurs de l'agriculture, la sylviculture et la pêche sont dans une situation préoccupante, tandis que le secteur industriel montre des signes de redressement. Le marché du travail écossais bénéficie d'un taux de chômage relativement bas.

Paiement : Comportement et risques

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	30,4	34,0	34,3
Délai effectif moyen de paiement en jours	43,0	48,3	52,2
Retard moyen de paiement en jours (2008)	12,6	14,3	17,9
Retard moyen de paiement en jours (2007)	15,9		

89% des entreprises interrogées pensent que le risque d'impayés restera inchangé.

Risk Index

2004	
2005	141
2006	
2007	142
2008	141

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	52,2	34,1	13,7
2005	54,0	36,6	9,4
2006	51,8	38,7	9,5
2007	52,7	39,4	7,9
2008	59,1	35,3	5,6

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,4	
2005	1,3	
2006	1,2	
2007	1,3	
2008	1,2	

RECOMMANDATIONS

Afin de lutter contre les risques d'impayés, Intrum Justitia recommande les mesures suivantes:

Politique de crédit

Définition et mise en application d'une politique de crédit claire, basée sur une information individualisée de l'entreprise sur les risques et sur l'aptitude de cette dernière à les gérer. La politique de crédit régit essentiellement : les conditions de livraison sur facture ; la vérification de la solvabilité avant de décider de procéder à une livraison sur facture ; le délai de paiement ; les mesures et les conséquences en cas de retards de paiement (intérêts, frais débiteurs, interruption du service, transfert à un prestataire externe...); les limites de crédit
La politique de crédit doit être connue du client et de tous les collaborateurs en contact avec le client.

Limites de crédit

L'évolution des retards des clients clés doit être surveillée au moyen des limites de crédit. Dans la pratique, la mise en place de deux limites de crédit par client grand compte s'est avérée particulièrement efficace. Le dépassement de la limite inférieure tient lieu d'avertissement. Il implique la collecte d'informations complémentaires et la mise en œuvre de mesures appropriées. Si la limite supérieure est atteinte, toute livraison ultérieure sur facture est suspendue automatiquement.

Contrôle de l'adresse

Vérification systématique de l'adresse de facturation. L'expérience montre que pour optimiser la gestion du poste clients, il est important d'identifier les adresses de facturation non valides. Les adresses doivent être actualisées en permanence et vérifiées systématiquement.

Mode de règlement

Pour des livraisons sur facture, vérification systématique de la solvabilité de l'entreprise. En cas de solvabilité insuffisante, la livraison doit être effectuée sous d'autres formes de règlement.

Vérification systématique de la solvabilité des clients clés

L'expérience montre que la majeure partie des pertes sur créances irrécouvrables proviennent de livraisons effectuées à des clients clés. L'insolvabilité des grands comptes a des conséquences particulièrement graves. Par conséquent, intégrer le contrôle régulier de la solvabilité dans le déroulement des opérations est un élément clé de la gestion globale des risques.

Délais de paiement

Accordez des délais de paiement différenciés selon un principe du bonus-malus. Vous octroyez ainsi aux nouveaux clients un délai plus court qu'aux clients de longue date qui paient dans les délais, tout en proposant en même temps à ces nouveaux clients, s'ils font de nouveaux achats, la possibilité de profiter de délais plus longs, dans la mesure où ils vous règlent dans les temps. D'autre part, les clients de longue date perdent le privilège des délais prolongés s'ils ne paient pas à temps.

Relances

Envoyez vos relances rapidement et régulièrement. Dans la pratique, c'est la formule dite 2-2-2 qui a fait ses preuves :

- envoi du premier rappel au plus tard deux semaines après l'échéance
- envoi de deux rappels uniquement avant d'entreprendre des démarches juridiques ou de transmettre le dossier à Intrum Justitia
- espacer les rappels de deux semaines maximum Gérer de manière systématique et récurrente son poste clients améliore de manière indéniable les résultats et la rentabilité.

Intérêts de retard et frais débiteurs

Vous devez facturer des intérêts de retard ainsi que des frais débiteurs. Il faut transférer le coût de l'impayé sur le mauvais payeur. En effet, bien souvent, le bon payeur supporte les coûts générés par le mauvais payeur (dans le prix final des produits).

Collaboration

Collaborer avec un professionnel tel que Intrum Justitia vous permettra d'améliorer la gestion de vos créances et d'accélérer vos encaissements.

Diversification

Il faut éviter de dépendre d'un seul client ou de plusieurs gros clients. Essayer de répartir les risques en diversifiant votre clientèle

Recouvrement différencié

La prise en compte des spécificités des clients débiteurs est un facteur clé de succès. Argumenter sur les raisons de non-paiement déclarées lors de nos relances téléphoniques ne suffit pas pour convaincre un client débiteur à régler sa dette. Il faut comprendre la vraie raison du non paiement (connaissance des comportements débiteurs) et appliquer un process adapté pour chaque typologie de clients débiteurs.

DÉFINITIONS DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES UTILISÉS DANS LE RAPPORT

Produit national brut (PNB)

Le produit national brut (PNB) est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création.

Taux de croissance du PNB ou Croissance

Toutes les indications fournies renvoient au taux de croissance du PNB réel (taux de croissance du PNB en volume – variation en pourcentage par rapport à l'année précédente). Le calcul du taux de croissance annuel du PNB en volume permet la comparaison dans le temps du développement économique à la fois à travers le temps mais également entre des économies de différentes tailles, indépendamment des mouvements de prix. La croissance en volume du PNB est calculée avec des données de prix de l'année précédente.

Performance du PNB par habitant

Toutes les indications fournies renvoient au PNB par habitant en SPA (PNB par habitant en standards de pouvoir d'achat [SPA] – EU25 = 100). L'indice de volume du PNB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par référence à la moyenne de l'Union européenne (EU25) fixée à 100. Si l'indice d'un pays est supérieur à 100, le niveau du PNB par tête pour ce pays est supérieur à la moyenne de l'Union européenne et vice-versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PNB en volume entre les pays.

Niveau d'utilisation des capacités

Toutes les indications fournies renvoient au niveau actuel d'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière.

Indicateur de confiance des consommateurs

Toutes les indications fournies renvoient à l'indicateur de confiance des consommateurs en bilan désaisonnalisé. Le calcul de l'indicateur se fonde sur quatre questions:

- A Situation financière au cours des 12 prochains mois
- B Situation économique générale au cours des 12 prochains mois
- C Prévision en matière de chômage au cours des 12 prochains mois (avec signe inversé)
- D Epargne au cours des 12 prochains mois

Taux de chômage

Toutes les indications fournies renvoient au taux de chômage total (hommes et femmes). Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs par rapport à l'ensemble des forces de travail. Les forces de travail sont composées des personnes occupées et des chômeurs. Les chômeurs sont les personnes âgées de 15 à 74 ans qui étaient:

- A sans travail pendant la semaine de référence
- B disponibles pour travailler, c'est-à-dire pour commencer une activité en tant que salarié ou non salarié dans un délai de deux semaines suivant la semaine de référence
- C à la recherche active d'un travail, c'est-à-dire qui avaient entrepris des démarches spécifiques en vue de trouver un emploi salarié ou non salarié pendant une période de quatre semaines se terminant à la fin de la semaine de référence, ou qui avaient trouvé un travail à commencer plus tard, c'est-à-dire dans une période maximale de trois mois.

Endettement général de l'Etat

Toutes les indications fournies renvoient à la dette brute consolidée des administrations publiques en pourcentage du PNB. Définition de l'UE: le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PNB utilisé comme dénominateur est le produit national brut aux prix courants du marché. La dette est évaluée en valeur nominale (faciale) et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change du marché en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale, converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne.

Taux d'inflation

Toutes les indications fournies renvoient au taux moyen de variation annuelle des Indices des Prix à la Consommation Harmonisés (IPCH). Le taux d'inflation est le taux de croissance du niveau moyen des prix.

Source : EUROSTAT, Bruxelles

INFORMATIONS SUR L'ENQUÊTE

Cette enquête a été conduite simultanément dans 25 pays entre le 15 janvier et le 3 mars 2008. Elle a été effectuée par écrit. Le questionnaire a été traduit dans les langues nationales. L'expédition et le retour des questionnaires s'est fait de manière décentralisée alors que l'analyse a été réalisée de façon centralisée, selon des consignes préalablement définies. Toutes les informations ont été vérifiées et les réponses qui manquaient de clarté n'ont pas été prises en compte dans l'analyse.

Aucun des questionnaires renvoyés de façon anonyme n'a été pris en considération dans l'analyse.

Répartition des entreprises interrogées par

Taille	jusqu'à 19 employés	44%
	de 20 à 49 employés	23%
	de 50 à 249 employés	22%
	de 250 à 499 employés	5%
	de 500 à 2'499 employés	4%
	plus de 2'500 employés	2%
Secteurs d'activités	Fabrication	25%
	Commerce de gros	15%
	Commerce de détail	15%
	Services	41%
	Administrations	4%
Catégories de clients (part du chiffre d'affaires supérieure à 50%)	Particuliers	25%
	Entreprises	68%
	Secteur public	7%

QUESTIONNAIRE 2008

1 En moyenne, quel est le délai de paiement que vous accordez à vos clients ?
(délai contractuel de paiement)

Particuliers	(B-2-C)	..... jours
Entreprises	(B-2-B)	..... jours
Pouvoirs publics		..... jours

2 Quel est le délai moyen de vos clients pour payer vos factures?

Particuliers	(B-2-C)	..... jours
Entreprises	(B-2-B)	..... jours
Pouvoirs publics		..... jours

3 Approximativement, comment sont répartis les montants de vos créances dans les catégories suivantes (balance âgée)?

Ancienneté des créances	moins de 30 jours %
	de 31 à 60 jours %
	de 61 à 90 jours %
	de 91 à 120 jours %
	de 121 à 180 jours %
	plus de 180 jours %

“total = 100%

4 Quel est, en 2007, votre taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % de votre chiffre d'affaires)

..... %

5 Quels sont vos pronostics quant à l'évolution des risques liés au poste clients (pour votre entreprise) dans les 12 prochains mois ?

- en baisse
- stable
- en augmentation

6 Sur une échelle de 0 à 5 (où 0 = pas d'impact et 5 = impact important), quelles sont les conséquences des retards de paiement pour votre société ?

Charges financières supplémentaires	..... (0 - 5)
Perte de revenus	..... (0 - 5)
Problème de liquidité	..... (0 - 5)
Menace de défaillance	..... (0 - 5)
Risque d'image	..... (0 - 5)

7 Externalisez vous actuellement la gestion de votre poste clients?

Oui Non

a est-ce que vous prévoyez d'externaliser une partie de cette gestion dans les 12 prochains mois?

1. Non, nous n'allons pas externaliser une partie de nos activités de gestion du poste clients.
2. Oui, nous avons l'intention d'externaliser.

b Qu'est ce qui vous amenerait à externaliser la gestion du poste clients?

- 3 la rentabilité
- 4 les performances d'encaissements
- 5 le manque d'effectif qualifié
- 6 les contraintes budgétaires
- 7 (autre réponse)

8 Effet de l'adoption de la Directive Européenne sur les délais de paiement (D2000/35/CE) sur votre entreprise

a Connaissez-vous la Directive Européenne sur les délais de paiement (D2000/35/CE)?

Oui Non

b Changement sur le délai effectif de paiement:

- délai plus long
 pas de changement
 délai plus court

c Changement sur l'application des intérêts/frais débiteurs en cas de retards de paiement

- moins d'application
 pas de changement
 plus d'application

A PROPOS D'INTRUM JUSTITIA

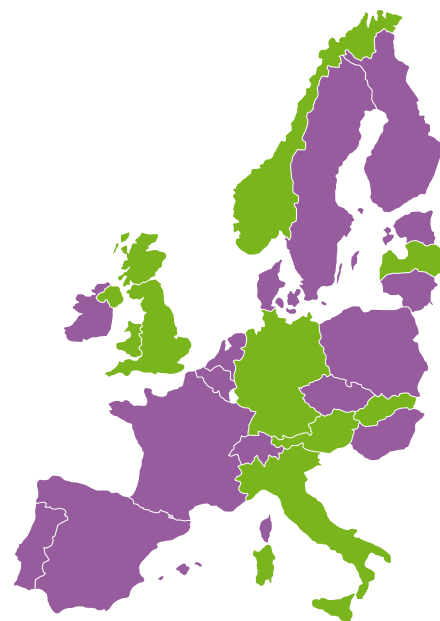
Intrum Justitia est le leader européen de la gestion du poste clients (CMS). Dans chaque pays, Intrum Justitia offre des services efficaces et une relation de qualité aussi bien avec ses clients que les clients de ses clients, afin d'améliorer leur trésorerie et leur rentabilité à long terme.

Les services d'Intrum Justitia couvrent la chaîne complète du poste clients, de l'information crédit, en passant par la relance au nom du client, du recouvrement de créances commerciales, civiles et internationales, jusqu'à la réactivation de pertes et profits et le rachat de créances.

Le groupe a plus de 90 000 clients et environ 2900 employés dans 24 pays.

Le siège est basé à Stockholm en Suède. Le groupe est coté à la bourse de Stockholm depuis juin 2002.

Better business for all



Droits et autorisations

Les informations de ce travail sont la propriété d'Intrum Justitia. Excepté une utilisation à but journalistique ou scientifique justifiée, aucune partie de ce rapport ne peut être réimprimée ou reproduite sous aucune forme ou par aucun moyen sans une autorisation écrite préalable d'Intrum Justitia. Dans le cadre de toute utilisation à but journalistique ou scientifique, Intrum Justitia doit être cité comme référence. Intrum Justitia encourage la diffusion de son travail et l'autorisera normalement rapidement. Des copies supplémentaires pourront être téléchargées sur www.europeanpayment.com.

Exclusion de responsabilité

Toutes les informations contenues dans le présent rapport sont destinées exclusivement à l'usage personnel et ne doivent pas être utilisées pour des objectifs commerciaux ou légaux, des transactions ou des contrats. Toute action légale est expressément irrecevable.

Réalisation

Le rapport a été produit par Madeleine Bosch, assistée d'un groupe d'experts. Pour plus d'informations, contacter public-relations.epi@intrum.com ou votre représentant local.

Intrum Justitia AB

Marcusplatsen 1A, Nacka
SE - 105 24 Stockholm, Suède
Téléphone +46 8 546 10 200
Fax +46 8 546 10 211
www.intrum.com
info@intrum.com

Allemagne

Intrum Justitia Inkasso GmbH
Pallaswiesenstrasse 180-182
DE-64293 Darmstadt
Téléphone +49 6151 816 00
Fax +49 6151 816 155
www.intrum.de

Autriche

Intrum Justitia Inkasso GmbH
Karolingerstrasse 36
AT-5020 Salzburg
Téléphone +43 662 835 077
Fax +43 662 835 080
www.intrum.at

Belgique

Intrum NV
Martelaarslaan 53
B-9000 Gand
Téléphone +32 9 218 90 94
Fax +32 9 218 90 51
www.intrum.be

Danemark

Intrum Justitia A/S
Lyngbyvej 20, 2. etage
DK-2100 Copenhagen
Téléphone +45 33 69 70 00
Fax +45 33 69 70 29
www.intrum.dk

Finlande

Intrum Justitia Oy
Box 47
FI-00811 Helsinki
Téléphone +358 9 229 111
Fax +358 9 2291 1911
www.intrum.fi

France

Intrum Justitia SAS
35 Rue Victorien Sardou
FR-69362 Lyon
Téléphone +33 4 7280 1414
Fax +33 4 7280 1415
www.intrum.fr

Espagne

Intrum Justitia Ibérica S.A.U.
Juan Esplandiú 11-13
ES-28007 Madrid
Téléphone +34 91 423 4600
Fax +34 91 423 4601
www.intrum.es

Estonie

Intrum Justitia AS
Lastekodu 43
EE-10144 Tallinn
Téléphone +372 6060 990
Fax +372 6060 991
www.intrum.ee

Hongrie

Intrum Justitia Kft
Pap Károly u. 4-6
HU-1139 Budapest
Téléphone +36 1 459 9400
Fax +36 1 303 0816
www.intrum.hu

Irlande

Intrum Justitia Ireland Ltd
1st Floor, Block C
Ashtown Gate, Navan Road
IE-Dublin 15
Téléphone +353 1 6296 655
Fax +353 1 6301 916
www.intrum.ie

Islande

Intrum á Íslandi ehf
Laugavegi 99
IS-101 Reykjavík
Téléphone +354 575 0700
Fax +354 575 0701
www.intrum.is

Italie

Intrum Justitia S.p.A.
Via dei Valtorta 48
IT-20127 Mailand
Téléphone +39 02 288 70 11
Fax +39 02 288 70 411
www.intrum.it

Lettonie

SIA Intrum Justitia
Box 811
LV-1010 Riga
Téléphone +371 733 2877
Fax +371 733 1155
www.intrum.lv

Lithuanie

Intrum Justitia UAB
Box 2929
LT-Vilnius 1009
Téléphone +370 5 249 0969
Fax +370 5 249 6633
www.intrum.lt

Pay-Bas

Intrum Justitia Nederland B.V.
Box 84096
NL-2517 JR La Haye
Téléphone +31 70 452 7000
Fax +31 70 452 8980
www.intrum.nl

Norvège

Intrum Justitia AS
Box 6354 Etterstad
NO-0604 Oslo
Téléphone +47 23 17 10 00
Fax +47 23 17 10 20
www.intrum.no

Pologne

Intrum Justitia Sp. z o.o.
Domaniewska str. 41
PL-02-672 Varsovie
Téléphone +48 22576 66 66
Fax +48 22 576 66 68
www.intrum.pl

Portugal

Intrum Justitia Portugal Lda
Av. Duque D'Avila N° 185 4° D
PT-1050-082 Lisbonne
Téléphone +351 21 317 2200
Fax +351 21 317 2209
www.intrum.pt

Républic Tchèque

Intrum Justitia s.r.o.
Rozmarny Business Centre,
Delnická ulice 12
CZ-170 04 Prague
Téléphone +420 2 667 93 500
Fax +420 2 667 93 511
www.intrum.cz

Royaume Uni

Angleterre & Pays de Galles
Intrum Justitia Ltd
The Plaza, 100 Old Hall Street
Liverpool
Merseyside L3 9QJ
United Kingdom
Téléphone +44 1514 727 155
Fax: +44 1514 727 107
http://www.intrum.co.uk

Écosse

Stirling Park LLP
24 St Enoch Square 2
G1 4DB Glasgow
Téléphone +44 141 565 5765
Fax +44 141 565 5764
www.stirlingpark.co.uk

Slovaquie

Intrum Justitia s.r.o.
CBC1, Karadzicova 8
SK-821 08 Bratislava
Téléphone +421 5720 4700
Fax +421 2 5720 4771
www.intrumsk.sk

Suède

Intrum Justitia Sverige AB
SE-105 24 Stockholm
Téléphone +46 8 616 77 00
Fax +46 8 640 94 02
www.intrum.se

Suisse

Intrum Justitia AG
Eschenstrasse 12
CH-8603 Schwerzenbach
Téléphone +41 44 806 56 56
Fax +41 44 806 56 50
www.intrum.ch

